

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/006667]

7 JUNI 2024. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 20 februari 2020 tot erkenning van de “Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs « SABAM »” als beroepsfederatie

De Minister van Cultuur,

Gelet op het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerkader inzake cultuur, de artikelen 92 tot 95;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2019 tot uitvoering van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerkader inzake cultuur, de artikelen 2 en 3 ;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 februari 2020 tot erkenning van de “Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs « SABAM »” als beroepsfederatie;

Overwegende dat de SABAM de verplichting niet nageleefd heeft die haar werd opgelegd om deel te nemen aan ten minste 75% van de vergaderingen van de Overlegraad voor schrijfpdrachten en boek die zowel in 2022 als in 2023 plaatsvonden;

Overwegende dat zij niet heeft gereageerd op de brief van 26 maart 2024 waarin haar op de hoogte werd gesteld van de start tegen haar van de procedure voor de intrekking van haar erkenning als beroepsfederatie, zoals voorzien in artikel 3 van het besluit van de Regering van 8 mei 2019 tot uitvoering van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur, noch gevraagd heeft om binnen 60 dagen te worden gehoord door de administratie;

Dat er daarom reden is om haar statuut van beroepsfederatie voor de sector van schrijfpdrachten en boek in te trekken;

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2, § 1 van het bovenvermelde ministerieel besluit van 20 februari 2020 wordt vervangen als volgt :

“De operator bedoeld in artikel 1 zetelt binnen de Overlegraad voor Muziek voor zover de opdrachten van deze laatste rechtstreeks en hoofdzakelijk onder de bevoegdheid van de vertegenwoordigingsactiviteit van de operator ressorteren.”

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 7 juni 2024.

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/007152]

11 AVRIL 2024. — Décret modifiant le chapitre II du Titre III du Livre II de la première Partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article L1232-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, remplacé par le décret du 6 mars 2009 et modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

“ Art. L1232-1. Pour l'application du chapitre II du Titre III du Livre II de la première Partie du présent Code, l'on entend par :

1° le gestionnaire public : une commune, une régie communale autonome ou une intercommunale;

2° la sépulture : l'emplacement qui a vocation à accueillir la dépouille pour la durée prévue par ou en vertu du présent chapitre;

3° l'inhumation : le placement en sépulture concédée ou non-concédée d'un cercueil, d'une enveloppe d'ensevelissement qui contient des restes mortels ou d'une urne cinéraire soit dans la terre, soit dans un caveau, soit dans une cellule de columbarium, soit dans un caverne;

4° la crémation : l'action de réduire en cendres les dépouilles dans un établissement crématoire;

5° le mode de sépulture : la manière dont la dépouille est détruite par décomposition naturelle ou par crémation;

6° le cimetière traditionnel : le lieu géré par un gestionnaire public dans le but d'accueillir tous les modes de sépulture prévus par le présent chapitre;

7° le cimetière cinéraire : le lieu géré par un gestionnaire public et réservé à la dispersion des cendres et à l'inhumation des urnes cinéraires;

8° le cimetière intercommunal : le cimetière traditionnel ou cinéraire commun à plusieurs communes;

9° les funérailles ou obsèques : l'ensemble des cérémonies accomplies afin de rendre honneur au défunt, qui accompagne le transport et l'inhumation ou la crémation de sa dépouille et la dispersion des cendres;

10° la parcelle des étoiles : la parcelle d'un cimetière affectée à l'inhumation des foetus nés sans vie entre le cent sixième et le cent quatre vingtième jour de grossesse et des enfants jusqu'à douze ans, en ce compris les enfants qui ont fait l'objet de l'acte d'enfant sans vie visé à l'article 58, §§ 1^{er} et 2, de l'ancien Code civil, et à la dispersion de leurs cendres;

11° la mise en bière : la fermeture définitive du cercueil dans lequel la dépouille a été placée, préalablement à une inhumation ou à une crémation;

12° le caveau : l'ouvrage destiné à contenir un ou plusieurs cercueils, une ou plusieurs urnes cinéraires et les contenants renfermant les cendres des animaux de compagnie;

13° le cavurne : l'ouvrage souterrain destiné à contenir exclusivement une ou plusieurs urnes cinéraires et les contenants renfermant les cendres des animaux de compagnie;

14° le caveau ou la cellule de columbarium d'attente : l'emplacement géré par un gestionnaire public qui sert de sépulture temporaire à une ou plusieurs dépouilles en attente de sépulture concédée ou non concédée;

15° l'ossuaire : le monument mémoriel fermé, situé dans le cimetière, aménagé et géré par le gestionnaire public, où sont rassemblés les urnes cinéraires, ossements, cendres ou tout autre reste organique et vestimentaire des défunts tels que vêtements, bijoux et dentition, après qu'il ait été mis fin à leur sépulture, à l'exclusion des contenants autres que ceux renfermant les cendres des animaux de compagnie, tels que cercueil et housse;

16° l'ayant droit : le conjoint ou le cohabitant légal ou, à défaut, les parents ou alliés au 1^{er} degré ou, à défaut, les parents ou alliés au 2^e degré ou, à défaut, les parents jusqu'au 5^e degré;

17° les proches : le conjoint ou les cohabitants légaux, les parents, les alliés et les amis;

18° la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles : la personne désignée par le défunt par voie de testament ou, à défaut, un de ses ayants droit ou, à défaut, la personne qui durant la dernière période de la vie du défunt a entretenu avec celui-ci les liens d'affection les plus étroits et fréquents de sorte qu'elle puisse connaître ses dernières volontés quant à son mode de sépulture;

19° la personne intéressée : le titulaire de la concession, ses ayants droit ou bénéficiaires mais aussi toute personne non apparentée, administrations, associations concernées par un monument qui a une valeur historique ou artistique;

20° l'indigent : personne bénéficiant du statut d'indigence, accordé par la commune d'inscription au registre de la population, au registre des étrangers ou au registre d'attente, ou, à défaut d'une telle inscription, par la commune sur le territoire de laquelle survient le décès, en raison de son absence de ressources ou de ressources suffisantes pour couvrir ses besoins élémentaires en référence à l'article 16 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale;

21° l'exhumation de confort : le retrait d'un cercueil, d'une enveloppe d'ensevelissement ou d'une urne cinéraire de sa sépulture, à la demande de proches ou sur initiative du gestionnaire public, en vue de lui conférer un nouveau mode ou lieu de sépulture;

22° l'exhumation technique ou assainissement : le retrait, au terme de la désaffectation de la sépulture, d'un cercueil, d'une enveloppe d'ensevelissement ou d'une urne cinéraire, sur initiative du gestionnaire public, impliquant le transfert des restes mortels vers l'ossuaire;

23° le défaut d'entretien : l'état d'une sépulture qui, de façon permanente, est malpropre, envahie par la végétation, délabrée, effondrée, en ruine, dépourvue de nom ou dépourvue des signes indicatifs de sépulture exigés par le règlement adopté par le gestionnaire public;

24° l'affichage pendant un an : l'affichage durant une période d'une année couvrant deux fêtes de la Toussaint, soit du 1^{er} novembre au 1^{er} novembre inclus de l'année suivante;

25° la réaffectation : l'action de donner à nouveau une affectation publique;

26° la thanatopraxie : les soins d'hygiène et de présentation pratiqués sur un défunt peu de temps après son décès en vue, soit de donner au corps et au visage un aspect plus naturel dans l'attente de la mise en bière, soit de répondre à des besoins sanitaires, à des besoins de transports internationaux ou à des besoins d'identification de la dépouille, soit de permettre le déroulement d'activités d'enseignement et de recherche;

27° la partie symbolique des cendres du défunt : la petite quantité de cendres distincte de celles formant la dépouille, prélevée à partir de ces dernières et destinée à évoquer, par analogie, la présence du défunt;

28° l'animal de compagnie : l'animal de compagnie tel que visé à l'article D.4, § 1^{er}, 4^o, du Code wallon du Bien-être des animaux. ».

Art. 2. À l'article L1232-2 du même Code, remplacé par le décret du 6 mars 2009 et modifié par les décrets du 23 janvier 2014 et du 14 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 2, les mots " Tout cimetière traditionnel » sont remplacés par les mots " Tout cimetière, traditionnel ou cinéraire, »;

b) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

" Sans préjudice des alinéas précédents, un columbarium peut être implanté dans les cimetières privés existant visés à l'article L1232-18,

§ 2. L'entretien du columbarium implanté dans un tel cimetière incombe au propriétaire du cimetière. Sous cette réserve, que le cimetière soit traditionnel, cinéraire ou privé, seul un gestionnaire public peut gérer un columbarium. »;

c) le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" La parcelle d'inhumation des urnes cinéraires visée aux alinéas 1^{er} à 3 comporte une zone pour l'inhumation en pleine terre et une zone pour l'inhumation en cavurnes. »;

2° au paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

" Le gestionnaire public aménage une parcelle des étoiles, au sein de laquelle les emplacements sont concédés gratuitement pour une durée de trente ans, avec possibilité de renouvellements successifs pour la même durée, aux conditions des articles L1232-7, L1232-8, §§ 2 et 3, L1232-9, alinéa 1^{er}, L1232-11, L1232-12 et L1232-12/1 applicables mutatis mutandis. Par exception à l'article L1232-12, § 2, l'affichage pour défaut d'entretien est permis uniquement au moins un an avant le terme de la concession ou de son renouvellement. »;

b) les alinéas 2, 4 et 5 sont abrogés;

3° au paragraphe 5, les mots " l'inhumation, la dispersion des cendres et la mise en columbarium est gratuite pour les indigents » sont remplacés par les mots " l'inhumation ou la dispersion des cendres est gratuite pour les indigents ».

Art. 3. À l'article L1232-3, § 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

“ La décision du conseil communal, de l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale de créer, étendre ou réaffecter, en tout ou en partie, un cimetière traditionnel ou cinéraire est soumise à l'approbation du gouverneur de la province. La décision est accompagnée d'un dossier qui comprend un plan de situation, un projet de règlement ainsi qu'un plan d'aménagement interne ou un plan de réaffectation totale ou partielle. »;

2° l'alinéa 4, devenant l'alinéa 3, est remplacé par ce qui suit :

“ Les alinéas précédents sont applicables à la procédure de création d'un établissement crématoire. ».

Art. 4. À l'article L1232-5 du même Code, remplacé par le décret du 14 février 2019 et modifié par le décret du 24 juin 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2 :

a) à l'alinéa 4, les mots “ ou en cavurne » sont ajoutés après les mots “ en cellule de columbarium »;

b) l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

“ Le Gouvernement peut déroger à l'alinéa 1^{er} pour des exhumations de confort, ainsi qu'à l'alinéa 3 pour des chantiers d'exhumations techniques, selon les conditions et modalités qu'il fixe. »;

2° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le 2° est remplacé par ce qui suit :

“ 2° transfert, avec maintien du mode de sépulture, d'un emplacement non-concédé vers un emplacement concédé ou d'un emplacement concédé vers un autre emplacement concédé; ».

Art. 5. À l'article L1232-7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, remplacé par le décret du 16 novembre 2017, les mots “ ou avec cavurne » sont ajoutés après les mots “ avec caveau ».

Art. 6. À l'article L1232-8 du même Code, remplacé par le décret du 6 mars 2009 et modifié en dernier lieu par le décret du 14 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots “ au moins un de » sont insérés entre les mots “ ou, s'il est décédé, à » et les mots “ ses ayants droit »;

2° au paragraphe 3, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

“ Les renouvellements peuvent être refusés uniquement dans les hypothèses suivantes :

1° la personne intéressée n'est pas à même de présenter les garanties financières suffisantes pour l'entretien de la concession;

2° un défaut d'entretien a été visuellement constaté par un acte du bourgmestre ou de son délégué, de l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale, lors du traitement de la demande de renouvellement et n'a pas été suivi de la remise en état, elle-même visuellement constatée dans les mêmes formes, de la sépulture à l'expiration du délai fixé. ».

Art. 7. À l'article L1232-12 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 14 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots “ visée à l'article L1232-1, 9° » sont abrogés;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er} :

a) le mot “ visuellement » est inséré entre les mots “ Le défaut d'entretien est » et le mot “ constaté »;

b) les mots “ au moins un de » sont insérés entre les mots “ ou, s'il est décédé, à » et les mots “ ses ayants droit »;

c) la phrase “ En cas d'engagement à réaliser les travaux, mention en sera faite sur l'affiche. » est abrogée.

Art. 8. Dans la première Partie, Livre II, Titre III, chapitre 2, section 2, du même Code, remplacée par le décret du 6 mars 2009, il est inséré une sous-section 3 intitulée “ Caveaux et cellules de columbarium d'attente ».

Art. 9. Dans la sous-section 3, insérée par l'article 8, il est inséré un article L1232-12/2 rédigé comme suit :

“ Art. L1232-12/2. Le gestionnaire public peut aménager des caveaux et cellules de columbarium d'attente exclusivement et fixement affectés au dépôt temporaire de cercueils et d'urnes cinéraires en cas d'empêchement temporaire du mode de sépulture choisi.

Les caveaux et cellules de columbarium d'attente ne peuvent jamais faire l'objet d'une concession de sépulture telle que visée aux articles L1232-2,

§ 4, alinéa 1^{er}, et L1232-7 à 1232-12/1. Leur entretien incombe au gestionnaire public, qui les indique au moyen d'une identification claire et pérenne sur une structure visible par le public. Cette identification claire et pérenne de la structure, les caveaux et les cellules de columbarium d'attente ne comportent pas une identification personnelle des défunts.

Le dépôt en caveau ou cellule de columbarium d'attente est subordonné à une autorisation préalable du bourgmestre ou de son délégué, qu'il délivre après constat de la cause d'empêchement temporaire du mode de sépulture choisi.

Les cercueils déposés en caveau d'attente sont soumis aux conditions définies par le Gouvernement pour l'inhumation de cercueil en caveau en application de l'article L1232-13, alinéa 4. Le cas échéant, les frais liés au placement de la dépouille dans le cercueil aux fins du dépôt ou à son enlèvement du cercueil au terme du dépôt incombent à la personne ou au gestionnaire public qui a sollicité l'autorisation visée à l'alinéa 3.

La durée du dépôt en caveau ou cellule de columbarium d'attente est d'au maximum sept semaines. Le renouvellement du dépôt est interdit.

Au plus tard cinq semaines après le dépôt en caveau ou cellule de columbarium d'attente, s'il y a lieu, le gestionnaire public rappelle à la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles ou au proche du défunt, par courrier recommandé, l'obligation de faire procéder au mode de sépulture choisi endéans la septième semaine suivant le dépôt. En l'absence d'exécution à l'issue de cette septième semaine, le gestionnaire public fait procéder à l'inhumation d'office du cercueil ou de l'urne cinéraire en sépulture non concédée durant la huitième semaine suivant le dépôt.

Le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale règle les modalités d'application du présent article. ».

Art. 10. À l'article L1232-16 du même Code, remplacé par le décret du 6 mars 2009 et modifié par le décret du 14 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots “ , visée à l'article L1232-1, 10° » sont abrogés; 2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

“ Les frais des opérations civiles à l'exclusion des cérémonies culturelles ou philosophiques non confessionnelles des indigents sont à charge de la commune de la région de langue française dans laquelle le défunt est inscrit dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente. Si le défunt n'est inscrit dans aucun de ces registres, les frais précités sont pris en charge par la commune du lieu du décès. ».

Art. 11. À l'article L1232-17 du même Code, remplacé par le décret du 6 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2 :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots “ ainsi que la mention de l'existence d'un contrat obsèques » sont remplacés par les mots “ , l'existence d'un contrat obsèques ainsi que le placement de contenants renfermant les cendres de ses animaux de compagnie ou la dispersion de ces cendres »;

b) à l'alinéa 4, les mots “ et du rite confessionnel ou philosophique pour les obsèques » sont remplacés par les mots “ , du rite confessionnel ou philosophique pour les obsèques et du placement de contenants renfermant les cendres de ses animaux de compagnie ou de la dispersion de ces cendres »;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

“ § 3. Les foetus nés sans vie entre le cent sixième et le cent quatre vingtième jour de grossesse peuvent, à la demande des mère et père ou coparente ou, à défaut, à la demande des parents de ceux-ci, soit être inhumés, soit voir leurs cendres être dispersées. La demande doit être accompagnée du certificat du médecin constatant le décès.

Dans l'enceinte du cimetière, l'inhumation a lieu soit dans la parcelle des étoiles, soit dans une sépulture concédée située dans une autre partie du cimetière, et la dispersion a lieu soit sur la parcelle des étoiles, soit sur une parcelle de dispersion du cimetière.

L'article L1232-26, § 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, c), et 3°, et alinéa 2, et § 3, est applicable aux cendres des foetus nés sans vie entre le cent sixième et le cent quatre vingtième jour de grossesse.

Le transport des foetus vers le lieu d'inhumation ou de dispersion se fait de manière décente. »;

3° il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

“ § 4. Dans le respect des dernières volontés visées à paragraphe 2, alinéa 1^{er}, ou, à défaut, conformément au paragraphe 2, alinéa 4, toute personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles peut, sans autorisation du gestionnaire public :

1° placer un ou plusieurs contenants renfermant les cendres des animaux de compagnie du défunt soit dans le cercueil au moment de la mise en bière, soit dans le caveau, dans la cellule de columbarium ou dans le caveau au moment de l'inhumation;

2° disperser les cendres des animaux de compagnie du défunt au même moment que la dispersion des cendres du défunt au moyen du même appareil conçu pour ce faire.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, les contenants renfermant les cendres des animaux de compagnie sont aisément identifiables et ne peuvent pas prendre les places dévolues au concessionnaire, aux bénéficiaires et à tout ayant-droit. Si, postérieurement au placement desdits contenants, il ne reste plus de place pour l'urne cinéraire du concessionnaire, d'un bénéficiaire ou d'un ayant-droit dans un caveau, une cellule de columbarium ou un caveau, les contenants sont enlevés au profit de l'urne cinéraire et sont soit repris par les proches soit, à défaut, déposés dans l'ossuaire communal.

Dans les cas visés aux articles L12325, § 3, L1232-12/1, § 2, et L1232-21, § 4, tout contenant renfermant les cendres d'un animal de compagnie suit la destination du cercueil ou de l'urne du défunt visé à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 12. Dans l'article L1232-17bis du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 14 février 2019, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

“ L'inhumation est subordonnée à une autorisation gratuite délivrable par écrit ou par voie électronique au minimum vingt-quatre heures après le décès uniquement par l'officier de l'état civil du lieu de décès, si la personne est décédée dans une commune de la région de langue française. L'officier de l'état civil peut donner à un ou plusieurs agents de l'administration communale une autorisation spéciale écrite aux fins d'autoriser l'inhumation. ».

Art. 13. À l'article L1232-20 du même Code, remplacé par le décret du 6 mars 2009 et complété par un décret du 2 mai 2019, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

“ Les urnes déposées dans les cavurnes reposent à six décimètres au moins de profondeur. ».

Art. 14. À l'article L1232-21 du même Code, remplacé par le décret du 14 février 2019 et modifié par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, la première phrase est remplacée par ce qui suit :

“ Une sépulture non concédée est conservée en pleine terre pour un cercueil ou une enveloppe d'ensevelissement et en pleine terre, en cellule de columbarium ou en caveau pour une urne pendant au moins cinq ans. »;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots “ au moins un de » sont insérés entre les mots “ ou, si elle est décédée, à » et les mots “ ses ayants droit »;

3° le paragraphe 3 est abrogé;

4° au paragraphe 5, 2°, les mots “ visés à l'article L1232-1, 14°, » sont abrogés.

Art. 15. Dans la première Partie, Livre II, Titre III, chapitre 2, section 3, sous-section 2, du même Code, il est inséré un article L1232-21/1 rédigé comme suit :

“ Art. L1232-21/1. En cas de désaffectation d'un ensemble de minimum trois sépultures concédées ou non concédées contiguës, un plan de situation et un plan d'aménagement interne sont transmis au service désigné par le Gouvernement qui rend son avis dans les quarante-cinq jours de la réception. ».

Art. 16. À l'article L1232-22, § 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 14 février 2019, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

“ Sans préjudice de l'article L1232-24, § 2, la crémation est subordonnée à une autorisation gratuite délivrable par écrit ou par voie électronique au minimum vingt-quatre heures après le décès uniquement par l'officier de l'état civil du lieu de décès, si la personne est décédée dans une commune de la région de langue française. L'officier de l'état civil peut donner à un ou plusieurs agents de l'administration communale une autorisation spéciale écrite aux fins d'autoriser la crémation.

Si la personne est décédée à l'étranger, le procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel est situé soit l'établissement crématoire soit la résidence principale du défunt déclare s'il s'oppose ou non à l'incinération de la dépouille. ».

Art. 17. À l'article L1232-23 du même Code, remplacé par le décret du 6 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est abrogé;

2° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots “ au sens de l'article L1232-1, 9° » sont abrogés.

Art. 18. À l'article L1232-26 du même Code, remplacé par le décret du 10 novembre 2016 et modifié par le décret du 14 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2 :

a) à l'alinéa 1^{er} :

i) les mots “ des corps incinérés » sont abrogés;

ii) au 1°, le littéra b) est abrogé;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

“ Sans préjudice des dispositions du présent article, une partie symbolique des cendres du défunt peut être confiée, à leur demande, au conjoint, au cohabitant légal et aux parents ou alliés au premier degré. Ces cendres sont déposées dans un récipient fermé et transportées de manière digne et décente. Elles ne peuvent pas faire l'objet d'une mention nominative, ni d'une revendication amenant à la création d'un lieu de sépulture double ou pluriel. »;

2° au paragraphe 3 :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots “ , placées dans un columbarium » sont abrogés;

b) à l'alinéa 1^{er}, le mot “ paragraphe » est remplacé par le mot “ paragraphe »;

c) l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

“ Lorsqu'il est mis fin à la conservation des cendres, la personne qui avait pris réception des cendres ou les ayants droit se rendent auprès du gestionnaire public afin de mettre un terme à la conservation des cendres. À défaut de document précisant la destination finale des cendres, celles-ci sont soit remises au gestionnaire public pour y être transférées dans un cimetière en vue d'y être inhumées ou dispersées, soit dispersées sur la mer territoriale contiguë au territoire de la Belgique, soit peuvent faire l'objet des dispositions prévues au point 3, a) et b), du présent article. »;

d) le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“ Dans l'hypothèse visée au paragraphe 2, alinéa 2, lorsqu'il est mis fin à la détention de la partie symbolique des cendres et si celle-ci n'a pas été dispersée ou inhumée, la personne qui l'a reçue ou les ayants droit la remettent au gestionnaire public pour qu'il la place, conformément à leur choix ou, à défaut, d'initiative, soit :

i. à côté de l'urne cinéraire qui contiennent les cendres à partir desquelles elle a été prélevée, pourvu que l'urne ait été inhumée en caveau, en cellule de columbarium ou en cavurne;

ii. dans le cercueil d'un défunt proche lors de la mise en bière de sa dépouille;

iii. dans un ossuaire qu'il gère. ».

Art. 19. Dans l'article L1232-27 du même Code, remplacé par le décret du 6 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

“ Sauf volonté contraire du défunt ou, le cas échéant, du titulaire de la concession, toute personne a le droit de faire placer un signe indicatif sur une sépulture dans l'ordre suivant :

1° le conjoint ou le cohabitant légal du défunt ou; 2° à défaut, ses descendants au premier degré, ou; 3° à défaut, ses ascendants au premier degré ou; 4° à défaut, ses collatéraux au deuxième degré ou; 5° à défaut, ses autres parents ou;

6° à défaut, ses alliés ou;

7° à défaut, toute autre personne intéressée.

Cependant, si le défunt est un fœtus ou enfant né sans vie, seuls ses mère et père ou coparente ou, à défaut, les parents de ceux-ci ont le droit de faire placer un signe indicatif sur la sépulture. Le signe indicatif placé sur la sépulture d'un fœtus né sans vie est dépourvu de toute identification patronymique. »;

2° un alinéa 4, rédigé comme suit, est inséré :

“ Toute mention ou représentation de la présence des animaux de compagnie du défunt est réglée conformément à l'alinéa 3. ».

Art. 20. Dans la première Partie, Livre II, Titre III, chapitre 2, section 3, du même Code, remplacée par le décret et du 6 mars 2009, il est inséré une sous-section 5 intitulée “ Découverte de restes squelettiques humains en dehors d'un cimetière en usage ».

Art. 21. Dans la sous-section 5, insérée par l'article 20, il est inséré un article L1232-29/1, rédigé comme suit :

“ Art. L1232-29/1. Sans préjudice des dispositions du Code wallon du Patrimoine relatives aux découvertes fortuites et aux opérations archéologiques autorisées par l'Agence wallonne du Patrimoine, la personne à l'origine de la découverte de restes squelettiques humains en dehors d'un cimetière en usage prévient sans délai les services de police. Les éventuels travaux d'excavation initiés sont interrompus, y compris en cas de doute quant à l'origine humaine des restes découverts.

Les services de police signalent la découverte :

- 1° à l'Agence wallonne du Patrimoine;
- 2° au service désigné par le Gouvernement.

Si, le cas échéant, la personne à l'origine de la découverte prévient d'abord l'Agence wallonne du Patrimoine ou le service désigné par le Gouvernement, alors l'Agence wallonne du Patrimoine ou le service désigné par le Gouvernement signale la découverte à l'autre ainsi qu'aux services de police conformément aux dispositions du Code wallon du Patrimoine visées à l'alinéa 1^{er}.

Dès qu'ils sont avertis de la découverte de restes squelettiques humains en dehors d'un cimetière en usage, l'Agence wallonne du Patrimoine et le service désigné par le Gouvernement informent chacun la commune sur le territoire de laquelle les restes ont été découverts sur ses compétences et ses obligations en la matière.

Le traitement et l'expertise des restes squelettiques humains sont confiés aux services de police.

Si l'expertise atteste ou suggère que les restes squelettiques humains découverts sont ceux d'une ou plusieurs victimes de guerre, les services de police en confient sans délai la gestion au War Heritage Institute. Les services de police signalent sans délai la remise de la gestion au War Heritage Institute à l'Agence wallonne du Patrimoine, au service désigné par le Gouvernement ainsi qu'à la commune sur le territoire de laquelle les restes ont été découverts.

Si l'expertise atteste ou suggère que les restes squelettiques humains découverts présentent un intérêt archéologique ou en cas de doute sur leur datation, les services de police en confient sans délai la gestion à l'Agence wallonne du Patrimoine et en avertissent sans délai le service désigné par le Gouvernement ainsi que la commune sur le territoire de laquelle les restes ont été découverts :

1° lorsque les restes ont été analysés par l'Agence wallonne du Patrimoine et qu'il s'avère qu'il s'agit de restes d'une ou plusieurs victimes de guerre, l'Agence wallonne du Patrimoine en confie sans délai la gestion au War Heritage Institute et signale sans délai cette remise de gestion au service désigné par le Gouvernement ainsi qu'à ladite commune;

2° lorsque les restes ont été analysés par l'Agence wallonne du Patrimoine et qu'il s'avère qu'il ne s'agit pas de reste d'une ou plusieurs victimes de guerre, la commune sur le territoire de laquelle les restes ont été découverts récupère les restes afin de les placer dans l'ossuaire d'un cimetière traditionnel qu'elle gère ou dans un monument mémoriel fermé spécifiquement aménagé en lien avec le lieu de la découverte. L'Agence wallonne du Patrimoine signale sans délai cette récupération au service désigné par le Gouvernement.

En dehors des cas visés aux deux alinéas précédents, à l'issue de l'expertise, la commune sur le territoire de laquelle les restes ont été découverts récupère sans délai les restes pour les placer dans la sépulture conforme au choix posé à l'article L123217, § 2, ou, à défaut, dans l'ossuaire d'un cimetière traditionnel qu'elle gère ou dans un monument mémoriel fermé spécifiquement aménagé en lien avec le lieu de la découverte. Les services de police signalent sans délai cette récupération à l'Agence wallonne du Patrimoine ainsi qu'au service désigné par le Gouvernement. ».

Art. 22. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 11 avril 2024.

Le Ministre-Président,
Elio DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
P. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
C. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
C. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2023-2024.*

Documents du Parlement wallon, 1633 (2023-2024) N° 1 à 6

Compte rendu intégral, séance plénière du 10 avril 2024

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/007152]

11 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van hoofdstuk II van titel III van boek II van Deel I van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de begraafplaatsen en de lijkbezorging (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Artikel L1232-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009 en het laatst gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. L1232-1. Voor de toepassing van hoofdstuk II van titel III van boek II van dit Wetboek wordt verstaan onder

1° de publieke beheerder: een gemeente, een autonoom gemeentebestuur of een intercommunale;

2° begraafplaats: de plaats waar het stoffelijk overschot te rusten wordt gelegd gedurende de bij of krachtens dit hoofdstuk bepaalde termijn;

3° de begraving: plaatsing in een al dan niet geconcedeerde grond van een doodskest, een lijkwade die het stoffelijk overschot bevat, of van een asurn ofwel in de aarde, ofwel in een grafkelder of in een columbariumcel ofwel in een urnenkelder;

4° de crematie: handeling om de lijken in de as te leggen in een crematorium;

5° de wijze van begraven: de wijze waarop het lichaam wordt vernietigd door natuurlijke ontbinding of crematie;

6° traditionele begraafplaats: plaats beheerd door een openbare beheerder met als doel elke wijze van lijkbezorging bedoeld in dit hoofdstuk op te nemen;

7° asbegraving: plaats beheerd door een openbare beheerder en bestemd voor de verstrooiing van as en voor de inhumatie van urnen;

8° intergemeentelijke begraafplaats: traditionele of asbegraving die voor verschillende gemeenten gemeen is;

9° begraving of lijkbezorging: het geheel van plechtigheden ter ere van de overledene, met inbegrip van het vervoer, het ter aarde bestellen of de crematie van het stoffelijk overschot en de verstrooiing van de as;

10° stille kinderweide: het perceel van een begraafplaats dat wordt gebruikt voor het begraven van foetussen die zonder leven zijn geboren tussen de honderdzesde en de honderdtachtigste dag van de zwangerschap en van kinderen tot de leeftijd van twaalf jaar, met inbegrip van de kinderen die het voorwerp hebben uitgemaakt van de akte van levenloos kind bedoeld in artikel 58, §§ 1 en 2, van het oude Burgerlijk Wetboek, en voor het verstrooien van hun as;

11° graflegging: het definitief sluiten van de kist waarin het lichaam is bijgezet, voorafgaand aan de begraving of crematie;

12° de grafkelder: een constructie ontworpen om één of meer doodskesten, één of meer urnen en asbussen voor huisdieren te bevatten;

13° de urnenkelder: een constructie ontworpen om één of meer doodskesten, één of meer urnen en asbussen voor huisdieren te bevatten;

14° een grafkelder of columbariumcel in afwachting van een begraving: een door een openbare beheerder beheerd perceel dat wordt gebruikt als tijdelijke begraafplaats voor een of meer stoffelijke resten in afwachting van al dan niet een grafconcessie ;

15° ossuarium: door de openbare beheerder ingericht en beheerd gesloten geheugenmonument gelegen in de begraafplaats waar de beenderen, as of iedere organische en kledingrest, zoals kleding, juwelen, en tanden, van de overledenen worden verzameld nadat hun graf beëindigd is, met uitzondering van de bergingsmiddelen, andere dan die voor de assen van huisdieren, zoals doodskest en hoes;”;

16° rechthebbende: de echtgenoot of de wettelijke samenwonende of, in voorkomend geval, de bloed- of aanverwanten in de eerste graad of, in voorkomend geval, de bloed- of aanverwanten in de tweede graad of, in voorkomend geval, de bloedverwanten tot de vijfde graad

17° naaste verwanten: echtgeno(o)t(e) of wettelijk samenwonenden, bloed- en aanverwanten en vrienden;

18° persoon die de hoedanigheid bezit om in de begraving te voorzien: persoon die via testament door de overledene aangewezen is, of, zoniet, één van zijn erfgenamen of rechthebbenden of, zoniet, de persoon die gedurende de laatste periode van het leven van de overledene met hem nauwe en frequente affectiebanden heeft onderhouden zodat hij zijn laatste wil wat betreft zijn wijze van lijkbezorging heeft kunnen kennen;

de houder van de concessie, zijn erfgenamen of begunstigden maar ook elke niet-verwante persoon, administraties, verenigingen betrokken bij een monument dat een historische of artistieke waarde heeft;

20° behoeftige: persoon met het statuut van behoeftige toegekend door de gemeente van inschrijving in het bevolkingsregister, het vreemdelingenregister of het wachtregister of bij gebrek aan een dergelijke inschrijving, door de gemeente op het grondgebied waarvan het overlijden plaatsvindt, wegens zijn gebrek aan middelen of voldoende middelen om zijn elementaire behoeften te dekken overeenkomstig de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie;

21° opgraving voor een beter graf: wegname van een doodskest, een lijkwade of van een asurn uit de begraafplaats op verzoek van de nabestaanden of op initiatief van de openbare beheerder om te worden bewaard volgens een nieuwe wijze van teraardebestelling of begraafplaats;

22° technische opgraving of sanering: wegname, aan het einde van de ontheffing van de bestemming als graf, van een doodskest of asurn, uit de begraafplaats op initiatief van de openbare beheerder, die de overbrenging van het stoffelijk overschot naar het doodsbeenderhuisje inhoudt;

23° ontbrekend onderhoud: staat van een graf dat doorlopend vervuild, door plantengroei overwoekerd, vervallen, ingestort of bouwvallig is of dat niet voorzien is van de graftekens vereist in het reglement goedgekeurd door de openbare beheerder;

24° aanplakking voor een jaar: aanplakking voor een periode van een jaar die twee vieringen van Allerheiligen omvat, namelijk van 1 november tot en met 1 november van het daaropvolgende jaar;

25° herbestemming: handeling om een openbare bestemming opnieuw te geven;

26° thanatopraxie: hygiënische zorgen en opmaak van een overledene kort na zijn overlijden, hetzij om diens lichaam en gezicht een natuurlijker uitzicht te geven in afwachting van de kisting, hetzij om aan sanitaire behoeften te voldoen, aan behoeften in verband met internationaal vervoer of in verband met de identificatie van het stoffelijke overschot, hetzij het verloop van onderwijs- en onderzoeksactiviteiten mogelijk te maken,

27° het symbolische deel van de as van de overledene: de kleine hoeveelheid as die verschilt van de as die het stoffelijk overschot vormt, genomen uit het stoffelijk overschot en bedoeld om naar analogie de aanwezigheid van de overledene op te roepen;

28° gezelschapsdier: gezelschapsdier als bedoeld in artikel D.4, § 1, 4°, van het Waalse Dierenwelzijnwetboek. ”.

Art. 2. In artikel L1232-2 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 6 maart 2009 en vervangen bij de decreten van 23 januari 2014 van 14 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 2° in lid twee worden de woorden “Elke traditionele begraafplaats” vervangen door de woorden “Elke begraafplaats, traditioneel dan wel asbegravingplaats,”;

b) lid 4 wordt vervangen door wat volgt:

”Onverminderd de voorgaande leden kan op bestaande particuliere begraafplaatsen als bedoeld in artikel L1232-18 een columbarium worden ingericht,

§ 2. Het onderhoud van het columbarium op een dergelijke begraafplaats valt onder de verantwoordelijkheid van de eigenaar van de begraafplaats. Onder dat voorbehoud, ongeacht of het een traditionele begraafplaats, een asbegravingplaats of een privé-begravingplaats betreft, kan enkel een publieke beheerder een columbarium beheren. ”;

c) paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

”Het in het eerste tot en met derde lid bedoelde grafveld bestaat uit een gedeelte voor ingegraven bijzetting en een gedeelte voor bijzetting in urnenkelders. ”;

2° in paragraaf 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt vervangen door wat volgt:

”De openbare beheerder richt een stille kinderweide in, waarbinnen standplaatsen kosteloos worden toegekend voor een periode van dertig jaar, met de mogelijkheid van opeenvolgende verlengingen voor dezelfde periode, onder de voorwaarden van de artikelen L1232-7, L1232-8, §§ 2 en 3, L1232-9, lid 1, L1232-11, L1232-12 en L1232-12/1 die mutatis mutandis van toepassing zijn. Als uitzondering op artikel L1232-12, § 2, is aanplakking wegens ontbrekend onderhoud alleen toegestaan ten minste een jaar voor de afloop van de concessie of de verlenging ervan. ”;

b) 2° de leden 2, 4 en 5 worden opgeheven.

3° in paragraaf 5 worden de woorden “is de inhumatie, het verstrooien van as en het plaatsen in columbarium kosteloos voor de behoeftigen,” vervangen door de woorden “de begraving of asverstrooiing is kosteloos voor behoeftigen”.

Art. 3. In artikel L1232-3, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste en het tweede lid worden vervangen door wat volgt:

De beslissing van de gemeenteraad of van het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale betreffende de oprichting, de uitbreiding of de herbestemming van een traditionele begraafplaats of een asbegravingplaats, wordt onderworpen aan de goedkeuring van de provinciegouverneur. De beslissing gaat gepaard met een dossier dat een liggingplan, een ontwerp-reglement, een intern plan van aanleg of een herbestemmingsplan omvat. ”;

2° het vierde lid, dat het derde lid wordt, wordt vervangen door wat volgt:

Het eerste tot het derde lid zijn van toepassing op de procedure voor de oprichting van een crematorium. ”.

Art. 4. In artikel L1232-5 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 14 februari 2019 en gewijzigd bij het decreet van 24 juni 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 :

a) 1° in het vierde lid worden de woorden “of in een urnenkelder” toegevoegd na de woorden “in een columbariumcel”;

b) lid 5 wordt vervangen door wat volgt:

”De Regering kan afwijken van paragraaf 1 voor comfort opgravingen, evenals van paragraaf 3 voor technische opgravingen, overeenkomstig de voorwaarden en procedures die zij vaststelt. ”;

2° in § 3, eerste lid, wordt 2° vervangen als volgt:

”2° overbrenging van een niet-concessiegebied naar een concessiegebied of van een concessiegebied naar een ander concessiegebied, met behoud van de begraafmethode.”.

Art. 5. In artikel L1232-7, § 1, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 16 november 2017, worden de woorden “of met urnenkelder” toegevoegd na de woorden “met grafkelder”.

Art. 6. In artikel L1232-8 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009 en het laatst gewijzigd bij het decreet van 14 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2, lid 2, worden de woorden “minstens één van” ingevoegd tussen de woorden “als hij overleden is, aan” en de woorden “zijn rechthebbenden”;

2° in paragraaf 3 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

”De hernieuwingen kunnen enkel worden geweigerd in de volgende gevallen:

1° de belanghebbende kan onvoldoende financiële waarborgen voor het onderhoud van de concessie voorleggen.

2° er werd visueel een gebrek aan onderhoud vastgesteld door een akte van de burgemeester of diens afgevaardigde, van het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale, op het ogenblik van de behandeling van de aanvraag tot hernieuwing en werd niet gevolgd door het herstel, zelf visueel vastgesteld op dezelfde wijze, van de begraafplaats bij het verstrijken van de gestelde termijn. ”.

Art. 7. In artikel L1232-12 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 14 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "bedoeld in artikel L1232-1,9°" opgeheven;

2° in paragraaf 1, eerste lid :

a) wordt het woord "visueel" ingevoegd tussen de woorden "Het onderhoudsverzuim wordt" en het woord "geconstateerd";

b) worden de woorden "minstens één van" ingevoegd tussen de woorden "als hij overleden is, aan" en de woorden "zijn rechthebbenden".

c) De zin "In geval van verbintenis om de werken uit te voeren, wordt daarvan melding gemaakt op de affiche." wordt opgeheven.

Art. 8. In het eerste deel, boek II, titel III, hoofdstuk 2, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009, wordt een onderafdeling 3 met de titel "Kelders en cellen voor wachtcolumnaria" ingevoegd.

Art. 9. In onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel L1232-12/2 ingevoegd, luidend als volgt:

" Art. L1232-12/2. De publieke beheerder mag wachtkelders en -cellen in de columbaria inrichten die uitsluitend en permanent bestemd zijn voor het tijdelijk deponeren van lijkkasten en urnen in geval van tijdelijke belemmering van de gekozen begrafenis methode.

De wachtkelders en -cellen in de columbaria kunnen nooit het voorwerp uitmaken van een grafconcessie zoals bedoeld in artikel L1232-2,

§ 4, lid 1, en L1232-7 tot en met 1232-12/1. Hun onderhoud is de verantwoordelijkheid van de publieke beheerder, die ze aanduidt door middel van een duidelijke en permanente identificatie op een voor het publiek zichtbare structuur. Deze duidelijke en permanente identificatie van de structuur, de wachtkelders en -cellen in de columbaria bevatten geen persoonlijke identificatie van de overledenen.

De neerlegging in een wachtkelder of -cel in een columbarium wordt ondergeschikt gemaakt aan de toestemming van de burgemeester of diens gemachtigde, die hij afgeeft na kennis te hebben genomen van de oorzaak van de tijdelijke belemmering van de gekozen begrafenis methode.

De lijkkasten die in een wachtkelder worden geplaatst, zijn onderworpen aan de voorwaarden die door de Regering zijn vastgesteld voor het begraven van lijkkasten in grafkelders in toepassing van artikel L1232-13, lid 4. In voorkomend geval zijn de kosten om het stoffelijk overschot in de lijkstap te plaatsen of uit de kist te halen nadat de borging is voltooid, ten laste van de persoon of de publieke beheerder die de in lid 3 bedoelde toestemming heeft gevraagd.

De duur van de neerlegging in een wachtkelder of -cel in een columbarium is maximaal zeven weken. De duur van die neerlegging verlengen is verboden.

Uiterlijk vijf weken na de neerlegging in een wachtkelder of -cel in een columbarium, indien van toepassing, herinnert de openbare beheerder de persoon die bevoegd is om voor de begrafenis te zorgen of de nabestaanden van de overledene in het bevolkingsregister, in het vreemdelingenregister of in het wachtregister ingeschreven is. Als de begrafenis over te gaan tot de gekozen begrafenis methode. Als aan het einde van de zevende week geen bijzetting is gebeurd, zorgt de beheerder ervoor dat de kist of urn van rechtswege wordt bijgezet in een niet-concessiegraf in de achtste week na de datum van de neerlegging.

De gemeenteraad of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale bepaalt de voorwaarden voor de toepassing van dit artikel ".

Art. 10. In artikel L1232-16 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009 en gewijzigd bij het decreet van 14 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "in artikel L1232-1, 10°, bedoelde" opgeheven; 2° lid 2 wordt vervangen door wat volgt :

De kosten van de burgerlijke verrichtingen, onder uitsluiting van plechtigheden van erediensten of filosofische, niet-confessionele diensten voor behoeftige personen vallen ten laste van de gemeente van het Franse taalgebied waarin de overledene in het bevolkingsregister, in het vreemdelingenregister of in het wachtregister ingeschreven is. Als de overledene in geen van deze registers is ingeschreven, worden de bovengenoemde kosten gedragen door de gemeente van de plaats van overlijden. ".

Art. 11. Artikel L1232-17 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 2 :

a) in lid 1 worden de woorden " alsmede het bestaan van een uitvaartcontract" vervangen door de woorden " , het bestaan van een uitvaartovereenkomst en het plaatsen van houders met as van huisdieren of het verstrooien van deze as";

b) in lid 4 worden de woorden " en van het confessionele of filosofische ceremonieel voor de bijzetting" vervangen door de woorden " , van het confessionele of filosofische ceremonieel voor de bijzetting en het plaatsen van houders met as van huisdieren of het verstrooien van deze as";

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

"§ 3. Foetus die tussen de honderdzesde en de honderdachtigste dag van de zwangerschap levenloos geboren worden, mogen op verzoek van de moeder en de vader of co-ouder of, bij gebrek daaraan, op verzoek van hun ouders begraven worden of hun as laten uitstrooien. De aanvraag moet vergezeld gaan van een verklaring van de arts waarin het overlijden wordt bevestigd.

Op de begraafplaats wordt begraven in de stille kinderweide of in een concessiegraf op een ander deel van de begraafplaats, en verstrooiing vindt plaats in de stille kinderweide of in een verstrooiingsveld op de begraafplaats.

Artikel L1232-26, § 1, § 2, eerste lid, 2°, c), en 3°, en tweede lid, en § 3, is van toepassing op de as van foetussen die levenloos geboren zijn tussen de honderdzesde en de honderdtachtigste dag van de zwangerschap.

Het vervoer van de foetussen naar de begravings- of verstrooiingsplaats gebeurt op decante wijze. ”;

3° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt:

”§ 4. Overeenkomstig de in paragraaf 2, eerste alinea, bedoelde laatste wensen of, bij gebreke daarvan, overeenkomstig lid 2, vierde lid, kan elke persoon die bevoegd is om de begrafenis te verzorgen, zonder toestemming van de openbare beheerder :

1° één of meer recipiënten met as van de huisdieren van de overledene plaatsen, hetzij in de kist op het moment van de kisting, hetzij in de grafkelder, het columbarium of de urnenkelder op het moment van de bijzetting;

2° de as van de huisdieren van de overledene verstrooien op hetzelfde moment als de as van de overledene wordt verstrooid, met hetzelfde toestel dat voor dit doel werd ontworpen.

In het geval bedoeld in lid 1, 1°, zijn de recipiënten die de as van de huisdieren bevatten gemakkelijk identificeerbaar en mogen ze niet worden geplaatst in de ruimten die zijn toegewezen aan de concessiehouder, de begunstigen of eventuele rechthebbenden. Als er in een grafkelder, columbariumcel of begraafplaats na het plaatsen van de containers geen plaats meer is voor de urnennis van de perceelhouder, een begunstigde of een rechtverkrijgende, worden de recipiënten verwijderd ten gunste van de urnennis en ofwel teruggenomen door de nabestaanden ofwel, bij gebrek daaraan, gedeponeed in het gemeenschappelijke ossuarium.

In de gevallen bedoeld in de artikelen L123-25, § 3, L1232-12/1, § 2, en L1232-21, § 4, volgt elke recipiënt die de as van een gezelschapsdier bevat de bestemming van de kist of urn van de overledene bedoeld in paragraaf 1. ”.

Art. 12. In artikel L1232-17bis van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het decreet van 14 februari 2019, wordt lid 1 vervangen door wat volgt:

”Voor begraving is een gratis verlof vereist, dat minimum 24 uur na het overlijden alleen mag worden verleend door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van het overlijden, indien de persoon overleden is in een gemeente van het Franse taalgebied. De ambtenaar van de burgerlijke stand kan een specifieke schriftelijke vergunning verlenen aan een of verschillende beambten van het gemeentebestuur om de begraving toe te laten. ”.

Art. 13. In artikel L1232-20 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009 en aangevuld bij een decreet van 2 mei 2019, wordt tussen het eerste en het tweedelid een lid ingevoegd, luidend als volgt:

In urnenkelders worden de urnen bijgezet op een diepte van ten minste zes decimeter. ”.

Art. 14. In artikel L1232-21 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 14 februari 2019 en gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt de eerste zin vervangen als volgt:

Een niet-geconcedeerd graf wordt tijdens minstens vijf jaar in volle grond voor een doodskist of een lijkomhulsel in volle grond, in een columbariumcel of in een urnenkelder bewaard. ”;

2° in § 2, lid 2, worden de woorden “minstens één van” ingevoegd tussen de woorden “als hij overleden is, aan” en de woorden “zijn rechthebbenden”;

3° paragraaf 3 wordt opgeheven;

3 in paragraaf 5, 4°, worden de woorden “in artikel L1232-1, 14°, bedoelde” opgeheven.

Art. 15. In deel I, boek II, titel III, hoofdstuk 2, afdeling 3, onderafdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1232-21/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“ Art. L1232-21/1. In geval van bestemmingsverlies van een geheel van minimum drie al dan niet geconcedeerde aangrenzende graven worden een liggingsplan en een intern plan van inrichting aan de door de Regering aangewezen dienst overgemaakt, die binnen vijfenveertig dagen na ontvangst ervan advies uitbrengt. ”.

Art. 16. In artikel L1232-22, § 1, van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het decreet van 14 februari 2019, worden lid 1 en lid 2 vervangen door wat volgt:

”Onverminderd artikel L1232-24, § 2, wordt de crematie ondergeschikt gemaakt aan een gratis verlof , dat minimum 24 uur na het overlijden alleen mag worden verleend door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van het overlijden, indien de persoon overleden is in een gemeente van het Franse taalgebied. De ambtenaar van de burgerlijke stand kan een specifieke schriftelijke vergunning verlenen aan een of verschillende beambten van het gemeentebestuur om de crematie toe te laten.

Wanneer het overlijden in het buitenland plaatsvindt, verklaart de procureur des Konings van het arrondissement waar, hetzij het crematorium, hetzij de hoofdverblijfplaats van de overledene zich bevindt, of hij tegen de verbranding van het stoffelijk overschot zich verzet, of niet. ”.

Art. 17. Artikel L1232-23 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009, wordt gewijzigd als volgt:

1° paragraaf 3 wordt opgeheven;

2° in paragraaf 4, lid 1, worden de woorden “in de zin van artikel L1232-1, 9°” opgeheven.

Art. 18. In artikel L1232-26 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 10 november 2016 en gewijzigd bij het decreet van 14 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 :

a) in lid 1:

i) worden de woorden “van gecremeerde lijken” opgeheven;

ii) in punt 1°, wordt b) opgeheven;

b) lid 2 wordt vervangen door wat volgt:

”Onverminderd de bepalingen van dit artikel kan een symbolisch gedeelte van de as van de overledene op hun verzoek aan de echtgenoot of echtgenote, de wettelijke samenwonende, de bloed- of aanverwanten in de eerste graad toevertrouwd worden. Deze as wordt in een gesloten vak neergelegd en op waardige en decante wijze vervoerd. Ze mogen niet bij naam worden genoemd en er mag geen eis worden gedaan die leidt tot het creëren van een dubbele of meervoudige begraafplaats. ”;

2° in paragraaf 3 :

a) in het eerste lid, worden de woorden “, in een columbarium bijgezet” opgeheven;

b) in het eerste lid, wordt, in de Franse versie, het woord “paragraphe” vervangen door het woord “paragrafe”;

c) lid 5 wordt vervangen door wat volgt:

“Indien de bewaring van de as beëindigd wordt, wenden de persoon die de as in ontvangst had genomen of de rechthebbenden zich tot de publieke beheerder om een einde te maken aan de bewaring van de as. Bij gebrek aan document waarin de eindbestemming van de as wordt bepaald, wordt de as ofwel aan de publieke beheerder overhandigd om naar een begraafplaats gebracht te worden om er begraven of uitgestrooid te worden dan wel op zee, in het territoriale deel ervan dat aan België aangrenzend is, uitgestrooid te worden, of kan bedoelde as het voorwerp uitmaken van de in punt 3, a) en b) van dit artikel bedoelde bepalingen. ”;

d) paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“In het in paragraaf 2, tweede lid, bedoelde geval, wordt het symbolische deel van de as, wanneer het niet langer wordt bewaard en indien het niet is verstrooid of begraven, door de persoon die het heeft ontvangen of de rechthebbenden overhandigd aan de publieke beheerder, zodat het overeenkomstig hun keuze of, bij gebreke daarvan, op initiatief, kan worden bijgezet :

i. naast de urne met de as waaruit hij werd verwijderd, op voorwaarde dat de urn werd bijgezet in een grafkelder, columbarium of urnenkelder;

ii. in de kist van een overleden familielid wanneer het lichaam te ruste wordt gelegd;

iii. in een ossuarium dat het beheert. ”.

Art. 19. Artikel L1232-27 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009, wordt gewijzigd als volgt:

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt :

“Tenzij de overledene of, indien van toepassing, de houder van de concessie daar anders over beschikken, heeft eenieder het recht om een teken op een graf te laten plaatsen in de deze volgorde:

1° de echtgenoot of echtgenote of de wettelijk samenwonende partner van de overledene of; 2° bij gebreke daarvan, zijn afstammelingen in de eerste graad of; 3° bij gebreke daarvan, zijn bloedverwanten in opgaande lijn in de eerste graad of; 4° bij gebreke daarvan, zijn bloedverwanten in de zijlijn in de tweede graad of; 5° bij gebreke daarvan, zijn andere bloedverwanten of;

6° bij gebreke, zijn aanverwanten of;

7° bij gebreke, elke andere belanghebbende persoon.

Als de overledene echter een foetus of een levenloos geboren kind is, hebben alleen de moeder en de vader of co-ouder of, bij gebreke daaraan, hun ouders het recht om een teken op het graf te laten plaatsen. Het teken dat op het graf van een levenloos geboren foetus wordt geplaatst, bevat geen enkel patroniem. ”;

2° er wordt een vierde lid, luidend als volgt, ingevoegd :

“Elke vermelding of voorstelling van de aanwezigheid van huisdieren van de overledene wordt geregeld in overeenstemming met lid 3. ”.

Art. 20. In Deel I, Boek II, Titel III, Hoofdstuk 2, Afdeling 3 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 6 maart 2009, wordt een nieuwe onderafdeling 5 ingevoegd met als titel “Ontdekking van menselijke skeletresten buiten een in gebruik zijnde begraafplaats”.

Art. 21. In onderafdeling 5, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel L1232-29/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“ Art. L1232-29/1. Onverminderd de bepalingen van het Waalse Erfgoedwetboek met betrekking tot toevallige vondsten en archeologische verrichtingen vergund door het Waalse Erfgoedagentschap “Agence wallonne du Patrimoine, moet de persoon die verantwoordelijk is voor de ontdekking van menselijke skeletresten buiten een begraafplaats die in gebruik is, onmiddellijk de politie verwittigen. Graafwerkzaamheden die al aan de gang zijn, worden stopgezet, zelfs als er twijfel bestaat over de menselijke oorsprong van de gevonden resten.

De politie meldt de ontdekking:

1° aan het “Agence wallonne du Patrimoine” (Waals Erfgoedagentschap).

2° de dienstaangewezen door de Regering

Indien, in voorkomend geval, de persoon die verantwoordelijk is voor de ontdekking eerst het Waals Erfgoedagentschap of de door de Regering aangeduide dienst op de hoogte brengt, dan brengt Waals Erfgoedagentschap of de door de Regering aangeduide dienst de andere entiteit op de hoogte van de ontdekking alsook de politiediensten overeenkomstig de bepalingen van het Waalse Erfgoedwetboek bedoeld in lid 1.

Zodra ze op de hoogte worden gebracht van de ontdekking van menselijke skeletresten buiten een in gebruik zijnde begraafplaats, brengen het Waals Erfgoedagentschap en de door de Regering aangeduide dienst elk de gemeente op wiens grondgebied de resten werden ontdekt, op de hoogte van haar bevoegdheden en verplichtingen ter zake.

De politie is verantwoordelijk voor het verwerken en beoordelen van de menselijke skeletresten.

Als het deskundigenrapport bevestigt of suggereert dat de aangetroffen menselijke skeletresten die van een of meer oorlogsslachtoffers zijn, zal de politie het beheer ervan onmiddellijk toevertrouwen aan het War Heritage Institute. De politiediensten melden de overdracht van het beheer aan het War Heritage Institute onmiddellijk aan het Waals Erfgoedagentschap, aan de dienst die door de Regering werd aangeduid en aan de gemeente op wiens grondgebied de overblijfselen werden ontdekt.

Als het deskundigenrapport bevestigt of suggereert dat de aangetroffen menselijke skeletresten van archeologisch belang zijn of als er twijfel bestaat over hun datering, vertrouwen de politiediensten het beheer ervan onmiddellijk toe aan het Waals Erfgoedagentschap en stellen ze de door de Regering aangeduide dienst en de gemeente op wiens grondgebied de resten werden aangetroffen, onmiddellijk op de hoogte:

1° wanneer de stoffelijke resten geanalyseerd zijn door het Waals Erfgoedagentschap en het blijkt te gaan om de stoffelijke resten van één of meer oorlogsslachtoffers, vertrouwt het Waals Erfgoedagentschap het beheer ervan onmiddellijk toe aan het War Heritage Institute en brengt hij de door de Regering aangeduide dienst en de genoemde gemeente onmiddellijk op de hoogte van deze toewijzing;

2° wanneer de stoffelijke resten door War Heritage Institute zijn geanalyseerd en blijkt dat het niet gaat om de stoffelijke resten van één of meer oorlogsslachtoffers, zal de gemeente op het grondgebied waarvan de stoffelijke resten werden ontdekt, ze recupereren om ze te plaatsen in het ossuarium van een traditionele begraafplaats die ze beheert of in een gesloten gedenkteken dat specifiek in verband met de plaats van ontdekking wordt opgericht. Het Waals Erfgoedagentschap zal deze recuperatie onmiddellijk melden aan de door de Regering aangeduide dienst.

Behalve in de gevallen bedoeld in de twee voorgaande leden, moet de gemeente op het grondgebied waarvan het stoffelijk overschot werd ontdekt, na voltooiing van het deskundigenverslag, het stoffelijk overschot onmiddellijk bergen en het bijzetten op de begraafplaats die voldoet aan de keuze bepaald in artikel L1232-17, § 2, of, bij gebreke daaraan, in het ossuarium van een traditionele begraafplaats die zij beheert of in een gesloten gedenkmunt dat specifiek ontworpen is in verband met de plaats waar het stoffelijk overschot werd ontdekt. De politiediensten zullen deze recuperatie onmiddellijk melden aan het Waals Erfgoedagentschap en aan de dienst aangeduid door de Regering.

Art. 22. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
P. HENRY
De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
C. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
C. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024.*

Stukken van het Waals Parlement, 1633 (2023-2024) Nrs. 1 tot 6

Volledig verslag, plenaire zitting van 10 april 2024

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/006460]

21 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 ;

Vu le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus l'article 36ter § 4, inséré par la loi du 27 juin 1972 et modifié en dernier lieu par le décret du 30 novembre 2023 ;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus ;

Vu le rapport du 22 janvier 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 janvier 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 15 février 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 16 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.662/4 ;